

<p>ECONOMIE GENERALE : LA DIVERSITE DES ECONOMIES REELLES</p>
--

CHAPITRE 16 : « LES ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT »

Introduction

I- La nature du sous-développement

1- Déséquilibres mondiaux et diversité des situations économiques

2- Unité du Tiers-monde et caractéristiques du sous-développement

II- Les analyses du sous-développement

1- Le sous-développement, retard de développement (courant libéral)

2- Le sous-développement, produit du développement (inspiration marxiste)

III- Les stratégies de développement du Tiers-monde

1- Les stratégies de développement agricole

2- Les stratégies d'industrialisation

3- Les stratégies de coopération internationale

Conclusion

ECONOMIE GENERALE : LA DIVERSITE DES ECONOMIES REELLES

CHAPITRE 16 : « LES ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT »

Introduction

Pays sous-développés, pays en voie de développement, Tiers-monde, pays en développement, pays les moins avancés... autant d'expressions pour tenter d'identifier le phénomène de sous-développement économique.

Evoquer le Tiers-monde, c'est faire surgir des images saisissantes d'un monde confronté à une situation dramatique : famine, sécheresse, inondations, dettes...

Le monde sous-développé présente des images paradoxales : on le sait marginalisé par les pays industrialisés, mais on le voit s'affirmer dans le dialogue Nord-Sud. On le pense parfois en progrès mais la pauvreté y est encore très présente.

Ces images traduisent en fait l'existence d'un double niveau d'observation de la situation économique mondiale : à un premier niveau, l'économie du monde semble caractérisée par la diversité, les déséquilibres entre Nord et Sud et au sein des pays du Sud ; à un second niveau, plus focalisé sur le Tiers-monde, il apparaît que ceux-ci présentent des attributs communs, des traits propres, des défis collectifs à relever, bref une certaine unité !

I- La nature du sous-développement

1- Déséquilibres mondiaux et diversité des situations économiques

- Notion de développement et de sous-développement :

C'est en 1952 qu'A. SAUVY utilise pour la première fois le terme de *Tiers-monde* par analogie au Tiers état de 1789, pour désigner le monde marginalisé par *le capitalisme d'Occident et le communisme oriental*. Il traduit la recherche d'une troisième voie avec l'idée de *non-alignement*. L'analogie de Tiers état est reprise de l'Abbé E. J. SIEYES qui désignait alors ce groupe social qui, marginalisé par les deux autres « états » (la noblesse et le clergé) *n'était rien mais voulait devenir tout*.

La notion de développement s'est ensuite associée à celle de Tiers-monde car tous les pays qui le composent sont victimes d'un grand retard économique. Situé à l'écart du bloc des pays développés capitalistes et du bloc des pays développés socialistes, le Tiers-monde constitue donc le monde du sous-développement :

- *Le développement* : un processus de transformation des structures économique, sociale, culturelle, institutionnelle permettant l'apparition de la croissance et sa prolongation dans le temps ;
- *Le sous-développement* : une situation de blocage du développement qui résulte de l'absence de conditions propices à une transformation des structures économique, sociale, culturelle ou institutionnelle.

Géographiquement, le monde sous-développé regroupe l'ensemble des pays d'Afrique, une grande partie des pays d'Asie et d'Amérique latine, soit plus des 2/3 de la population du globe ! Cependant, la prise de conscience de l'importance du phénomène par la communauté internationale est très récente. Elle reconnaît ainsi la gravité de la pauvreté, elle découvre que les inégalités de développement ne cessent de s'aggraver depuis le début du XIX^{ème} siècle au point de les rendre presque irréversibles !

- **Le constat des inégalités de développement :**

Le développement est un processus hétérogène qui génère deux séries d'inégalités :

- Des inégalités entre le Nord, acteur du développement, et le Sud, spectateur ;
- Des inégalités au sein du Sud, entre ceux qui profitent du développement et ceux qui le subissent !

Jusqu'à la fin du XVII^{ème} siècle, les écarts de développement économique et technique étaient peu importants. Puis, la révolution industrielle britannique, en irriguant le continent européen puis américain, a permis au Nord de connaître une expansion économique sans précédent, laissant le Sud dans la stagnation.

Ces inégalités n'ont fait que s'accroître depuis :

Inégalités de richesses dégagées par habitant sur longue période (en \$)

	1800	1860	1950	2000
Europe occidentale	210	385	900	16 500
Amérique du Nord	270	520	2 400	27 600
Chine	230	200	170	660
Afrique	130	130	200	650
Asie	190	170	180	2 700

Inégalités de la répartition de la population mondiale

	1958	1985	2000	2010
PED/Pays industrialisés	2	3	4	6

Disparités de l'espérance de vie à la naissance (en années)

France	78
Etats-Unis	76
Brésil	67
Russie	65
Inde	59
Zaïre	51
Mali	46

Le développement du monde n'est pas un processus homogène, il est à l'origine d'inégalités multiples et profondes. Certaines sont monétaires (inégalités de revenus ou de richesses), d'autres sont sociales (disparités démographiques, sanitaires...)

Par exemple, on observe ici que 3/4 de la population du globe (le Tiers-monde) ne détient que 1/5 du revenu mondial ! Certains auteurs ont ainsi qualifié la croissance économique mondiale du XX^{ème} siècle de *développement divergent*... Le monde sous-développé n'est pas homogène non plus : au contraire, c'est sa profonde disparité qui le caractérise le mieux : qu'y a-t-il de commun entre le Bangladesh à la situation économique et sociale complexe et extrêmement défavorisée et Singapour, ville-Etat à la croissance ambitieuse d'un « dragon » asiatique ? De fait, la grande unité affichée lors des conférences internationales peine à masquer la très grande diversité de statuts, doublée d'antagonismes profonds !

Dès lors, le concept même de Tiers-monde a-t-il un sens devant de telles disparités internes ? Le Tiers-monde dégage d'importantes disparités comme le montre l'exemple ci-dessous :

Un exemple d'inégalités au sein du tiers-monde

	Corée du Sud	Brésil	Inde
Population (millions)	52	170	1 000
Espérance de vie (années)	74	67	59
Taux de mortalité infantile (‰)	11	48	75
PNB par habitant (\$)	9 800	3 710	350
Poids de l'agriculture (%)	9	8	34
Nombre d'habitants/médecin	1 100	850	4 850

C'est à partir de ce constat que divers organismes internationaux ont décidés de constituer des groupes homogènes de pays. La Banque mondiale effectue un classement des *Pays En Développement* (PED) en fonction du stade de développement atteint, apprécié par le PNB :

La classification des PED selon la Banque mondiale

	Niveau de PNB/tête	Type de croissance	Structure socioéconomique
Pays à faible revenu (<i>Mali, Sierra Léone, Ethiopie...</i>)	<650\$	Très lente, voire régression	Non-couverture des besoins essentiels
Pays à revenu intermédiaire Tranche inférieure (<i>Egypte, Turquie, Colombie...</i>) Tranche supérieure (<i>Brésil, Mexique, Algérie...</i>)	650<PNB<2 520 >2 520	Fragile Plus soutenue	Vulnérabilité économique Activité industrielle forte
Pays exportateurs de pétrole à revenus élevés (<i>Arabie Saoudite, Libye, Oman</i>)	Très élevé	Assez soutenue mais développement embryonnaire	Répartition très inégalitaire des richesses

Depuis quelques années, l'*Organisation de Coopération et de Développement Economique* (OCDE) et les Nations Unies retiennent deux cas extrêmes :

- Les *Pays les Moins Avancés* (PMA) : PNB/habitant < 650\$, pauvreté absolue, conditions de vie précaires, autoconsommation importante : Mali, Népal, Ethiopie... Domaine de la faim et du sous-développement chronique ;
- Les *Nouveaux Pays Industrialisés* (NPI) : une base industrielle prospère, plus de pauvreté absolue, insertion économique mondiale : *Thaïlande, Brésil, Israël, Hong-Kong...* Nouveaux pôles d'industrialisation qui menacent l'hégémonie des pays du Nord (Les « Quatre Dragons » et Les « Tigres d'Asie », Chine, Inde...)

2- Unité du Tiers-Monde et caractéristiques du sous-développement

- Les caractéristiques socioculturelles du monde sous-développé :

- ✓ *Le blocage démographique* : le Tiers-monde représente environ 80% de la population mondiale, et 90% des enfants de moins de 15 ans y vivent. La sous-alimentation chronique frappe une personne sur trois, et un enfant sur six y meurt avant l'âge de 5 ans... La question démographique se pose avec gravité et représente un véritable défi :

La nature du défi démographique

Un très fort accroissement naturel, lié au maintien d'un fort taux de natalité et d'une chute du taux de mortalité depuis 1945 (étape 2 de la transition démographique)	Un surpeuplement rural, dû notamment à l'habitude persistante d'avoir des familles nombreuses dans les campagnes	Une explosion urbaine, concentrée sur de grandes métropoles (<i>Mexico, Sao Paulo, Calcutta, Bombay...</i>) qui provoque la prolifération de bidonvilles
---	--	--

Si actuellement la population mondiale double tous les 35 ans, cette tendance est amenée à se freiner puisque le Tiers-monde semble s'engager dans un processus de transition démographique, vers l'équilibre démographique.

Le blocage alimentaire et sanitaire : la faim est l'un des attributs qui a le plus contribué à révéler le scandale du sous-développement. Chaque année, environ 15 millions de personnes en meurent directement ou non.

Le phénomène recoupe trois réalités différentes :

- *La sous-alimentation* : apport insuffisant en calories de la ration alimentaire ;

- La malnutrition : mauvais équilibre de la ration alimentaire ;
- La famine : très grande précarité alimentaire.

La malnutrition creuse de plus le lit de nombre d'affections microbiennes et virales liées à la mauvaise qualité de l'eau (80% des pathologies comme le choléra, l'hépatite, la poliomyélite...) et l'environnement sanitaire (évacuation des eaux usés, présence d'équipes médicales...)

Définie par la non-couverture des besoins fondamentaux (alimentation, santé, habillement...), la pauvreté absolue touche environ 20% de la population mondiale selon la Banque mondiale.

✓ *Le blocage culturel* : atteindre un mode d'existence inspiré de la civilisation occidentale est l'un des objectifs du Tiers-monde mais, par ce mouvement, l'organisation de la vie économique et sociale est fortement secouée. La résistance au changement, la volonté de revenir aux sources, l'authenticité, traduisent le poids de structures millénaires. Pour certains sociologues, les coutumes, les croyances, les préceptes et rites religieux, les habitudes de vie, constituent souvent des freins au développement. En fait, les sociétés du Tiers-monde sont en crise et, tiraillées entre le maintien de valeurs traditionnelles fondamentales et l'acquisition de valeurs modernes de progrès, elles perdent peu à peu leur identité !

- **Les caractéristiques économiques du sous-développement :**

✓ *Une économie désarticulée et peu productive* : des sociétés souvent duales :

Le dualisme des sociétés des PED (W. A. LEWIS)

La société traditionnelle (agriculture vivrière, artisanat local...)	La société moderne (industrie, agro-alimentaire...)
Société rurale et artisanale ayant une technologie de l'outil. Les motivations pour la production sont faibles, l'économie est essentiellement de subsistance et peu monétarisée (troc, autoconsommation...) Une société peu dynamique et peu présente en termes d'emplois.	Société industrialisée ayant une technologie de la machine. La volonté d'expansion constitue une motivation essentielle. Une société prospère, parfois spéculative, de type monétaire, se résume souvent en une enclave contrôlée par l'étranger. En termes d'emplois, son importance est faible.

On constate dans ces économies désarticulées et déséquilibrées l'apparition d'activités intermédiaires, en milieu urbain, formant un « secteur informel »,

situé entre le secteur traditionnel et le secteur moderne, qui assure des fonctions économiques et sociales essentielles :

- Il offre un très grand nombre d'« emplois » (vendeurs de rue, petits réparateurs, cireurs...) ;
- Il fournit des revenus aux titulaires de ces emplois et permet la survie en ville ;
- Il permet parfois à une main-d'œuvre d'origine rurale de se former à des techniques liées à l'industrie ;
- Il met à la disposition de la population des services que les autres secteurs ne peuvent assurer.

✓ *Une dépendance financière invalidante* : depuis les années 1980, les PED doivent faire face à une crise globale du financement, dont l'une des caractéristiques la plus visible est la montée de l'endettement (« crise de la dette ») :

Dettes extérieures du Tiers-monde (milliards de \$ et %)

	1980	1984	1988	1992	2003
Dettes totales	650	950	1 300	1 500	2 500
<i>Dont dette à long terme (%)</i>	79	78	81	78	78
Dettes/Exportations (%)	82	180	212	190	195
Service de la dette* /Exportations (%)	13	25	26	21	21
Dettes/PNB	24	42	44	43	46

* Service de la dette : remboursement du capital de l'année N + intérêts à payer.

Depuis 1984, la situation devient critique car le service de la dette dépasse les nouveaux prêts : le Tiers-monde se trouve dans la situation paradoxale d'assurer des transferts nets de capitaux vers le monde développé ! La genèse de la crise de la dette est complexe, il s'agit en fait de la conjonction de plusieurs phénomènes :

- ☑ *L'élargissement de la base productive* : la baisse des flux d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) dans les PED poussent certains pays à rechercher le financement des grands projets auprès de banques privées ;

☑ *La politique d'intégration au marché financier international* : les banques des pays développés ont recyclé les pétrodollars en prêts à court ou moyen terme pour des montants importants. La concurrence entre les banques pour l'octroi de ces crédits les ont conduites à ne pas prendre toutes les garanties sur les créanciers...

☑ *Le déséquilibre structurel de la balance commerciale* : l'endettement apparaît comme la conséquence soit d'un accroissement de la valeur des importations (pétrole, biens alimentaires...), soit d'une diminution de la valeur des exportations (matières premières...) ;

☑ *Les politiques financières des pays industrialisés* : dans les années 1980, ces pays ont adopté des mesures de ralentissement de l'activité qui ont eu pour effet de relever les taux d'intérêt, rendant plus difficile encore pour les débiteurs la nécessité d'assurer le service de leur dette ! Pourtant, l'expérience des années 1960-1970 a montré que le recours à la dette avait permis une croissance économique rapide des PED. L'endettement n'est pas un mal en soi, mais le devient dès qu'il contraint les pays à rembourser des sommes trop importantes pour leurs capacités. Actuellement, le niveau de la dette du Tiers-monde paraît comme une contrainte insurmontable, les prêts ne servent actuellement qu'à rembourser les intérêts... Une telle situation a des conséquences tant sur les débiteurs que sur les créanciers !

Les conséquences de l'endettement des PED

Au sein des pays débiteurs		Au sein des pays créanciers	
L'endettement est accusé de freiner la croissance, le service de la dette étant une ponction sur les richesses nationales	L'endettement est à l'origine d'une instabilité politique et sociale, en menaçant les tendances démocratiques qui peuvent émerger	L'endettement contribue à asphyxier les économies du Tiers-monde et remet en question la validité du système financier bancaire international	L'endettement contribue à accroître le risque global de krach bancaire, du fait de la difficulté d'effectuer le service de la dette

Ces conséquences, très graves, nécessitent la mise en place de mécanismes de gestion de la dette au niveau international.

II- Les analyses du sous-développement

1- *Le sous-développement, retard de développement (courant libéral)*

Pour le courant libéral, le sous-développement n'existe pas en théorie, il est un simple « retard » dans la croissance naturelle ou linéaire d'une société qui peut être comblé par une politique de rattrapage.

- La théorie du développement linéaire :

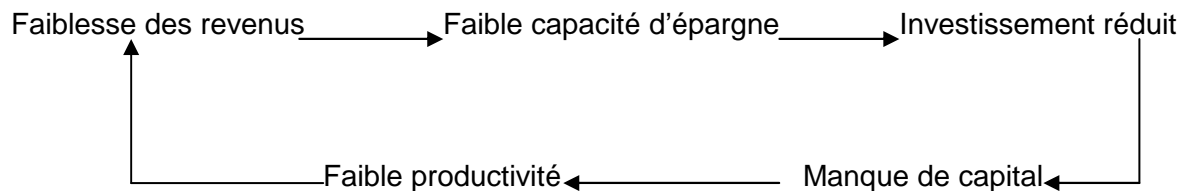
✓ *Le sous-développement, étape du développement* : ce courant analyse le développement comme une succession d'étapes par lesquelles passeraient toutes les sociétés. Les PED évoluent à un stade antérieur de développement, stade où se trouvaient autrefois les pays aujourd'hui développés. La formalisation du processus de développement est le fait de W. W. ROSTOW :

ETAPES	CARACTERISTIQUES	SITUATIONS CONTEMPORAINES
<i>Société traditionnelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Société agricole, stationnaire, la terre est seule source de richesse ; - Perspectives de changement nulles ; - Structure sociale très hiérarchisée. 	<i>Pays les Moins Avancés (PMA)</i>
<i>Conditions préalables au décollage</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Progression de l'idée de changement et des valeurs favorables au progrès ; - Augmentation de l'épargne et de l'investissement. 	<i>Pays En Développement (PED) intermédiaires</i>
<i>Décollage (Take Off)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Phase de courte durée au cours de laquelle des branches motrices émergent ; - La croissance devient habituelle et crée un processus cumulatif, auto-entretenu. 	<i>Nouveaux Pays Industrialisés (NPI)</i>
<i>Passage à la maturité</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion du décollage dans l'économie ; - De nouvelles industries se subsistent aux anciennes (diversification des productions). 	Espagne, Irlande, Hongrie...
<i>Consommation de masse</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Besoins essentiels satisfaits ; - Politique sociale de bien-être ou de puissance économique. 	Pays occidentaux industrialisés

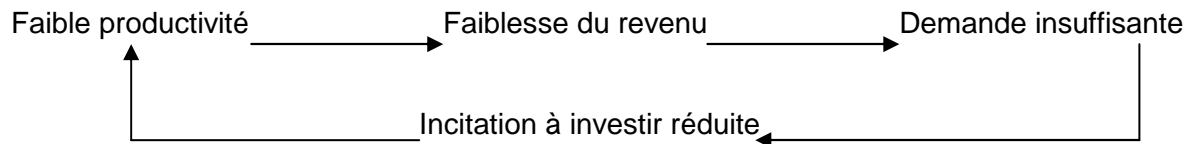
Chaque nation suit une trajectoire économique linéaire si bien que tout pays peut arriver au stade ultime du développement s'il crée et maintient des conditions favorables à la croissance. Pour les partisans de cette thèse, les actuels PED ne se situeraient pas encore dans la phase de décollage et évoluent plutôt dans un cercle vicieux de pauvreté ;

✓ *Le cercle vicieux de la pauvreté* : Le Tiers-monde serait victime de lacunes structurelles et d'inaptitudes chroniques et se révèlent ainsi dans l'incapacité d'échapper à deux mécaniques réductrices qui affectent l'offre et la demande globales :

➤ Du côté de l'offre globale :



➤ Du côté de la demande globale :



Les pays pauvres se révèlent incapables de susciter une progression tant de l'offre globale que de leur demande globale. Il apparaît ainsi que le sous-développement et la pauvreté sont des phénomènes auto-entretenus. Ce n'est qu'en rompant avec une telle situation que les PED seront en mesure d'enclencher une phase de rattrapage de leur retard vis-à-vis des pays développés.

- **L'organisation du rattrapage :**

L'école libérale explique le sous-développement soit par la permanence de déséquilibres économiques et financiers (déficit du budget, du commerce extérieur...), soit par le non-respect des règles économiques de base (libre concurrence, régulation par le marché...), soit encore par des freins à l'action productive (prééminence de l'Etat...)

Ces trois facteurs combinés seraient à l'origine d'un cercle vicieux de la pauvreté et donc du retard économique. Cependant, cet état serait réversible, le cercle vicieux pouvant être rompu :

- *Remédier au manque de capital* par des incitations durables à l'investissement ;
- *Rechercher des entrepreneurs dynamiques*, susceptibles d'innover sur le plan technologique ;
- *Faire appel aux capitaux et aux technologies* des pays industrialisés pour une insertion plus poussée dans les échanges internationaux.

Cette théorie du sous-développement-retard domine l'analyse économique depuis les années 1950/1960 malgré de nombreuses critiques :

- ➡ On peut contester le fait que les PED seraient dans la situation où étaient les pays industrialisés hier : en effet, au XIX^{ème} siècle, les pays européens disposaient de la maîtrise totale des marchés mondiaux, alors que le Tiers-monde est, de nos jours, un acteur économique marginalisé ;
- ➡ La faiblesse de l'industrie est moins le fait d'un manque d'entrepreneurs que d'un environnement structurel et institutionnel incitatif ;
- ➡ L'approche en termes de « points de passage obligés » enferme le processus de développement dans un cadre très rigide que le vécu de certains pays conteste (Japon, Corée du Sud...)

2- Le sous-développement, produit du développement (inspiration marxiste)

- La coexistence antagoniste de deux économies :

Dans cette conception, le sous-développement n'est ni un phénomène naturel ou conjoncturel, ni une étape normale et obligée du développement. Il est un phénomène original, structurel, produit d'une histoire. L'analyse structuraliste privilégie l'idée de l'émergence d'une configuration économique singulière où se côtoient et s'interpénètrent des éléments pré-capitalistes et capitalistes, générant de ce fait une *économie dualiste et désarticulée*.

En ce sens, le sous-développement peut donner lieu à deux interprétations différentes :

- ✓ Pour R. GENDARME, il peut être conçu en terme de *ruptures d'équilibre* car, dans les sociétés qui n'avaient pas encore reçu le choc de la pénétration

des économies industrialisées, les différents équilibres (démographiques, sociaux, économiques) n'étaient maintenus que par une cohérence extrême de toutes les structures. Une série de chocs destructeurs provenant d'effets de domination dans les domaines de la culture, de la santé, de la production... sont venus rompre ces équilibres fragiles et provoquent des déséquilibres générateurs de régression ;

✓ Pour F. PERROUX, le sous-développement est lié à un *blocage structurel de la croissance* :

Les caractéristiques du sous-développement selon F. PERROUX

L'hétérogénéité des niveaux et genres de vie des PED, conséquence de la coexistence de deux systèmes antagonistes	L'absence d'interdépendance entre secteurs, régions, firmes, de sorte que les effets d'entraînement ne peuvent compenser les effets de recul	L'incompatibilité des plans des différents centres de décision (l'individu a un objectif de survie et l'entreprise multinationale de profit...)
---	--	---

Les outils d'analyse du sous-développement (F. PERROUX)

Le sous-développement est le produit de la domination exercée par les pays industrialisés sur les pays <i>périphériques</i>	Cette domination a entraîné la destruction de l'équilibre ancien et provoqué une désarticulation des structures économiques internes des PED	La domination se traduit concrètement par l'insatisfaction des besoins primaires, il y a <i>non-couverture des coûts de l'homme</i>
---	--	---

LE SOUS-DEVELOPPEMENT DES UNS APPARAÎT AINSI COMME LE PRODUIT DU DEVELOPPEMENT DES AUTRES !

- Le produit de l'expansion historique des économies capitalistes :

Pour les auteurs du courant radical marxiste, la situation du Tiers-monde est qualifiée de *dépendance, marginalisation, croissance sans développement*.

La critique s'articule autour de deux thèses centrales des Libéraux :

➡ La thèse du retard procède d'une vision occidentale des sociétés : le sous-développement est en fait le produit historique de l'extension du capitalisme mondial, la *domination du centre sur la périphérie* (voir notamment W. A. LEWIS pour lequel le secteur capitaliste dispose d'une offre de travail illimitée à un salaire de subsistance fixe qui lui assure des profits importants dont le

réinvestissement entraîne un taux élevé de croissance, ce qui explique, pour lui, la croissance de l'Angleterre de la fin XVIII^{ème} au milieu du XIX^{ème} siècle et qu'ont connu les NPI à partir des années 1960, la Chine et l'Inde aujourd'hui...);

➡ La thèse du cercle vicieux de la pauvreté n'est pas pertinente car les sociétés du Tiers-monde ne sont pas naturellement pauvres : elles le deviennent en raison d'un *échange inégal* (A. EMMANUEL, S. AMIN) dans les prestations commerciales.

- **Le pillage du Tiers-monde et la dialectique centre-périphérie :**

La théorie radicale du sous-développement trouve sa source dans l'analyse des formes particulières d'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale. Elle offre deux approches complémentaires :

Le capitalisme, ou le développement du sous-développement

Impérialisme, colonisation et sous-développement	Centre contre périphérie
<p>- Selon certains auteurs marxistes, le sous-développement résulte de l'exploitation à grande échelle du Tiers-monde par les pays industrialisés capitalistes ; de nature impérialiste, c'est-à-dire générale et durable, cette exploitation provoquerait la <i>destruction systématique des structures locales</i>.</p> <p>- Dans les sociétés du Tiers-monde, le surplus économique potentiel est prélevé par les entreprises capitalistes étrangères, le pilotage du Tiers-monde concourt ainsi à <i>développer le sous-développement</i>.</p>	<p>- Selon S. AMIN, toutes les sociétés sont intégrées dans un <i>système mondial</i> constitué de deux pôles qui s'opposent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Le centre</i> regroupant les économies industrialisées ; ✓ <i>La périphérie</i>, formée des pays non industrialisés confrontés à une situation de domination. <p>- Le niveau inégal de développement s'explique par une intégration défavorable à l'économie mondiale, le centre maîtrisant les modalités de l'échange international et accumulant par là même la richesse produite dans les périphéries du Sud.</p>

Pour le courant marxiste, le sous-développement procède de l'intrusion du système capitaliste au sein des sociétés du Tiers-monde. Cette pratique impérialiste induit un pillage et un processus de développement du sous-développement. Pour S. AMIN, le système économique mondial est hiérarchisé : d'un côté le *centre* qui s'approprie les bénéfices du progrès, de l'autre la *périphérie*, cantonnée à des activités

essentiellement primaires. De la même manière, l'approche radicale montre comment le développement du capitalisme périphérique suscite également le développement du sous-développement en créant des distorsions en faveur des activités tertiaires, des branches et des technologies légères, d'une classe sociale largement dépendante du sort de celui du capital étranger !

- **L'échange inégal :**

Selon la théorie ricardienne du commerce international, tous les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions de certains biens. Cette spécialisation pouvant être inégale, des auteurs comme A. EMMANUEL se sont demandés à quelles conditions le commerce international le devenait-il à son tour ! Selon ce dernier, l'échange est inégal lorsque les produits échangés comportent des quantités différentes de travail : ainsi, quand un produit du *centre* s'échange au même prix contre un produit de la *périphérie*, le premier incorpore généralement moins de travail que le second, en raison d'importantes différences de salaire. Comme pour les radicaux, le travail donne sa valeur aux produits, le produit du *centre* s'échange contre un produit qui a plus de valeur. Il s'opère donc un transfert de valeur vers le *centre* qui bénéficie à la fois aux capitalistes sous forme de profit et aux salariés sous forme de salaires plus élevés ! La conclusion et l'analyse d'A. EMMANUEL est alors double :

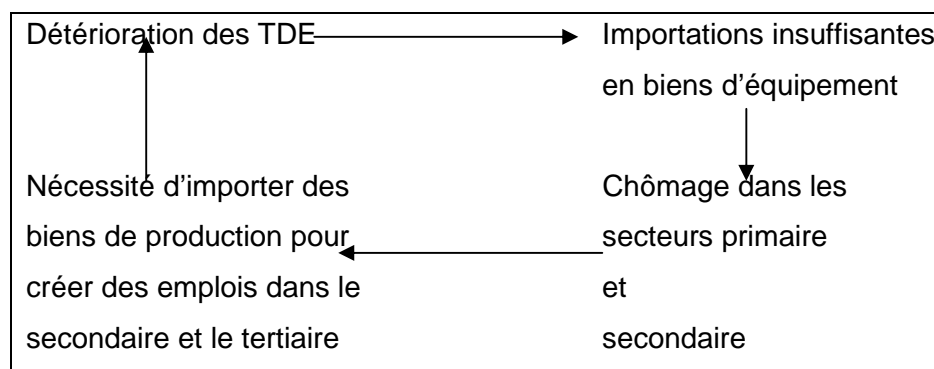
- ✓ *Sur le plan économique* : les pays à bas salaires vendent leurs marchandises à des prix inférieurs à leur valeur d'usage au plan international : un pays n'est pas pauvre parce qu'il vend bon marché, mais, paradoxalement, il vend bon marché parce qu'il est pauvre. De ce fait, il s'appauvrit davantage !
- ✓ *Sur le plan social* : le mécanisme de transfert de valeur au niveau international aboutit à une exploitation de la classe ouvrière des pays périphériques.

Les doctrines économiques favorables au libre-échange laissaient entrevoir une amélioration des *termes de l'échange* (R. PREBISCH), c'est-à-dire des conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges entre pays en développement, les *termes de l'échange* étant mesurés par le rapport entre les prix des importations et les prix des exportations. La théorie de l'échange inégal, à l'inverse, soutient l'idée d'une dégradation permanente des *termes de l'échange* car les prix des importations pour les PED augmentent plus vite que ceux des exportations. Selon R. PREBISCH et H. W. SINGER, cette dégradation est manifeste et tient à deux grandes raisons :

- ✓ *La baisse des prix des exportations des pays du Tiers-monde* : les marchés mondiaux sont contrôlés par des opérateurs originaires des pays développés qui peuvent imposer tant les prix que les quantités aux pays du Tiers-monde.

Les produits exportés par le Tiers-monde incorporent peu de valeur ajoutée et sont l'objet d'une concurrence importante qui fait baisser les prix ;

✓ *La hausse des prix des produits des pays industrialisés* : le haut niveau des salaires dans les pays du Nord contribue à élever le coût de revient des produits et par là même des prix. Les produits sophistiqués incorporant des techniques élaborées sont coûteux et l'offre de biens est non concurrentielle. Une dégradation séculaire des *termes de l'échange* (TDE) favoriserait un appauvrissement durable des pays du Tiers-monde en raison du processus suivant :



Cependant, si l'on observe la conjoncture mondiale à moyen terme, la détérioration des TDE pour les pays du Tiers-monde ne serait pas évidente : en effet, ces pays provoquent régulièrement une augmentation sensible des prix des produits de base qui permet de rattraper un pouvoir d'achat déprimé.

III- Les stratégies de développement du Tiers-monde

Contrairement au développement des économies des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, le développement du Tiers-monde ne constitue pas une option mais une nécessité !

1- Les stratégies de développement agricole

- Le rôle de l'agriculture dans le développement :

Des études très diverses qui présentent un fondement commun : l'agriculture participe au développement économique d'ensemble par le biais de quatre éléments :

- ✓ *Les produits* : une agriculture productive fournit la nourriture permettant d'alimenter correctement la population, source d'une main-d'œuvre plus productive ;
- ✓ *Le rôle du marché* : le secteur agricole peut servir de débouché à la production industrielle de biens de consommation et/ou de production, la croissance de la productivité améliorant les revenus du monde paysan ;
- ✓ *L'apport de main-d'œuvre* : fournir les salariés nécessaires à la croissance de l'industrie par les gains de productivité qui diminuent les besoins de main-d'œuvre dans le monde agricole ;
- ✓ *L'extension de l'accumulation* : l'agriculture représente une grande partie du PIB au départ, ce sont donc ses ressources qui doivent contribuer, au démarrage, au financement et à l'accumulation du capital dans les autres secteurs.

- **Les stratégies de développement agricole :**

- ✓ *La valorisation du potentiel agricole* : les PED souffrent souvent d'une insuffisante valorisation des terres, ils peuvent alors transformer l'agriculture traditionnelle grâce à des actions de développement extensif (travaux d'irrigation, grands travaux de protection contre les menaces naturelles) ou de développement intensif (utilisation d'engrais chimiques, diversification des terres) ;
- ✓ *La réforme agraire* : le développement agricole se heurte souvent au pouvoir des propriétaires terriens qui ont souvent des grandes surfaces, mais, mal exploitées, ils pratiquent souvent une culture extensive qui leur assure des revenus confortables alors même que les salariés agricoles, faute de terres, vivent à la limite de la subsistance ! La réforme agraire vise à **distribuer** aux petits paysans et aux paysans sans terres des terres prélevées sur les grandes exploitations ou sur le domaine public, à **alléger** des systèmes de fermage et de métayage afin d'inciter à l'effort, et d'**octroyer des garanties** aux paysans afin qu'ils aient les moyens d'acheter la terre et d'investir.

NOTE : les réformes agraires répondent à deux logiques opposées : d'un côté, une logique libérale qui vise à promouvoir une agriculture capitaliste, même de petite taille, la seconde, plus socialiste, qui cherche à modifier les rapports sociaux dans le monde agricole.

- ✓ *La révolution verte* : stratégie volontariste de développement de l'agriculture qui consiste à modifier la technologie agraire et développer la productivité afin

de nourrir une population croissante afin d'éliminer les famines et devenir autosuffisant sur le plan alimentaire et même exporter des céréales (Chine, Inde, Pakistan, Indonésie...) Il s'agit pour ce faire de s'orienter vers des variétés à haut rendement, fruit de la recherche agronomique. Après plus de vingt ans d'expérience, la révolution verte a permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, d'augmenter les revenus agricoles, de développer les exportations, mais elle a créé une dépendance accrue vis-à-vis de l'extérieur en matière de semences, elle a accru les inégalités régionales et sociales. Les conditions de réussite sont donc de disposer de semences, d'eau, d'engrais, de pesticides et de commercialiser les produits agricoles obtenus. Pour donner un élan à une « seconde » révolution verte, des chercheurs mettent au point des semences reproductibles par les paysans eux-mêmes !

2- Les stratégies d'industrialisation

L'Histoire est claire : industrialisation et progrès économique vont de pair ! Donner la priorité à l'industrie équivaldrait à emprunter la voie du développement. C'est ainsi que dans les années 1950/1960, des chercheurs ont travaillé sur le rôle que pouvait jouer l'industrie dans les PED, ce qui a conduit à l'élaboration de « stratégies » de développement :

- La stratégie de développement des industries industrialisantes :

A la suite de l'observation de l'histoire de l'industrialisation depuis le XVIII^{ème} siècle, il est incontestable que certaines industries ont été à l'origine de la transformation du système productif qui a généré le processus de croissance économique. Il s'agit de rechercher les pôles d'industrialisation qui auront des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Pour les partisans de cette thèse, comme G. D. DE BERNIS, il faut porter l'effort sur les branches susceptibles de se trouver à l'origine de *chaînes de déséquilibres créateurs* et d'engendrer des mécanismes qui provoqueront la mise en place de nouvelles branches qui réagiront à leur tour sur les premières en les stimulant. Cette stratégie soulève trois questions :

- ✓ *Quelle production encourager ?* Pour les économistes du développement, le caractère « industrialisant » ne peut s'appliquer qu'à certaines branches telles les industries lourdes, la chimie et l'énergie ;
- ✓ *Quel marché satisfaire ?* Il s'agit de rendre le pays autonome face au système mondial, la marché intérieur est ainsi privilégié ;

✓ *Quels sont les acteurs du processus ?* L'Etat doit impulser le mouvement, il est seul capable de mobiliser des capitaux si importants et de s'engager dans une opération à la rentabilité lointaine.

Dans la pratique, cette stratégie se heurte à plusieurs limites :

- ☑ La rareté de la main-d'œuvre qualifiée ;
- ☑ Une dépendance technique et financière vis-à-vis de l'étranger ;
- ☑ Un niveau élevé des coûts (taille réduite des marchés et technologie coûteuse) ;
- ☑ Le sacrifice d'autres activités importantes économiquement et/ou socialement.

L'Algérie en a fait les frais et a dû récemment changer de voie !

- **La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations :**

Cette thèse se fonde sur l'idée que le développement de la production intérieure contribue à la satisfaction d'une plus grande proportion de la demande globale d'un pays. Elle s'est révélée pour de nombreux pays d'Amérique Latine (Brésil, Mexique...) comme une nécessité face aux difficultés d'ajustement des balances des paiements, à l'augmentation du sous-emploi et à la hausse des revenus dans le secteur d'importation. Elle doit permettre l'essor rapide d'une industrie nationale tournée vers un marché intérieur protégé. Cette stratégie se déroule en deux phases :

- ❶ Reprendre à un fournisseur étranger un marché de biens de consommation bien établi ;
- ❷ Etendre le mouvement vers l'amont, c'est-à-dire les industries intermédiaires où l'intensité capitaliste et l'échelle de production sont plus élevées.

Mise en œuvre au Maroc et en Egypte à la fin des années 1960, cette stratégie a permis des progrès sensibles dans l'industrialisation mais s'est heurtée à plusieurs limites :

- ☑ Toutes les productions ne sont pas à la portée technique ou financière des entrepreneurs nationaux ;
- ☑ Il existe des seuils de dimensions industrielles et le marché national est souvent trop étroit pour assurer des débouchés suffisants ;
- ☑ Une dépendance technologique et financière accrue vis-à-vis de l'extérieur ;
- ☑ L'absorption de main-d'œuvre souvent insuffisante pour relancer l'activité économique globale.

Ainsi, une politique de substitution aux importations est de moins en moins efficace (risque de saturation de la demande et remontée précaire de filière) si elle n'est pas complétée par une politique de valorisation des exportations.

- **La stratégie d'industrialisation par valorisation des exportations :**

Elle vise à assurer le développement dans une perspective libérale par les marchés d'exportation. Cette thèse repose sur l'exploitation des avantages comparatifs d'un pays pour s'intégrer dans la *Division Internationale du Travail* (DIT) comme une main-d'œuvre bon marché, une fiscalité attractive... La valorisation des exportations qualifie aussi bien la mise en place de la promotion des exportations que la substitution entre exportations (substitution de produits à forte valeur ajoutée à des produits à faible valeur ajoutée) :

- ✓ *Elle permet d'améliorer la balance des paiements* (ressources pour l'industrialisation) ;
- ✓ *Elle dynamise l'effort de recherche et développement* en poussant les entreprises à réussir l'intégration dans la DIT ;
- ✓ *Elle étend le marché potentiel* au-delà des frontières nationales avec des effets favorables sur l'emploi.

Ainsi, le pays utilise mieux ses capacités de production, ce qui entraîne de plus grandes économies d'échelle, engage une élévation du niveau technologique de la nation. Cette stratégie a été appliquée dans le courant des années 1960 dans certains pays d'Asie du Sud-est (Hong-Kong, Corée du Sud...) et d'Amérique du Sud (Brésil) et a révélé certaines faiblesses :

- ☑ Le risque d'une spécialisation dans les secteurs les moins dynamiques ;
- ☑ Une plus grande dépendance du fait d'un manque général de compétitivité ou d'une récession mondiale ;
- ☑ Le danger d'un mouvement mondial de protectionnisme.

- **La stratégie de développement endogène (autonome, aut centrée) :**

Elle représente un ensemble d'idées radicales ou de revendications plutôt qu'une théorie cohérente. Elle tente d'éviter les phénomènes de désarticulation et de marginalisation sociale engendrés par une industrialisation à marche forcée. L'idée est de mettre à profit du plus grand nombre une technologie simple afin de produire des biens qui couvrent les besoins essentiels.

Elle repose sur trois axes directeurs :

✓ *La rupture avec toutes les formes de dépendance* : l'objectif de l'industrialisation n'est pas tant la croissance que la couverture des besoins de la population, d'où un développement prioritaire à l'agriculture et à une industrialisation maîtrisée ;

✓ *Le « retour sur soi »* : l'industrie doit être tournée vers la satisfaction du marché intérieur et le développement industriel mis au service de l'agriculture ;

✓ *L'utilisation des technologies appropriées* : des technologies « intermédiaires » entre les techniques traditionnelles, rudimentaires et les techniques modernes, sophistiquées mais à évolution et obsolescence rapides !

Souvent dans une logique autarcique, cette stratégie a rarement déclenché un processus d'accumulation auto-entretenu et durable qui caractérise le développement.

NOTE : Dans une autre approche, W. A. LEWIS, dans un livre phare qui a relancé la théorie du développement en 1955, *Théorie de la croissance économique*, démontre que la solution aux problèmes économiques se trouve plus dans le changement des institutions que dans celui des prix. Ce n'est pas la libéralisation du commerce international qui va servir de moteur à la croissance des PED, une partie de la solution réside dans la planification et dans la recherche d'un juste équilibre entre le marché et l'activité des pouvoirs publics. La dimension politique joue donc un rôle majeur pour W. A. LEWIS, les régimes autoritaires et dictatoriaux constituent un obstacle au développement. Egalement, l'éducation est l'un des plus puissants moyens pour transformer la société, elle ne doit pas faire l'objet d'évaluations en termes de rentabilité monétaire, elle ne doit pas s'adapter au marché, c'est un grand danger pour l'auteur. L'approche de W. A. LEWIS a inspiré de nombreux auteurs comme A. SEN qui a développé un modèle d'économie duale ou A. HIRSCHMAN qui lui a emprunté des arguments en faveur d'une politique d'industrialisation et de protectionnisme. Son analyse en termes de dualisme a été appliquée au marché du travail des pays développés par M. PIORE et P. DOERINGER (cf. chap. 13, *Fluctuations, cycles et crises économiques*).

3- Les stratégies de coopération internationale

Depuis la fin des années 1950, les institutions internationales se sont assignées comme mission de mieux organiser la coopération internationale pour le développement en fixant

des règles du jeu pour les relations économiques, financières et monétaires internationales. Trois solutions ont émergé pour sortir du sous-développement :

- **La solution du commerce : les échanges internationaux :**

La lenteur des progrès dans les relations Nord-Sud, l'élargissement de l'écart de richesses ont conduit les pays du Tiers-monde à lancer, en septembre 1973, la revendication d'un *Nouvel Ordre Economique International* (NOEI) comme première tentative de présentation d'une vision globale des changements politiques et économiques nécessaires pour assurer un meilleur développement au niveau national.

Le NOEI présente deux directions :

- ✓ *La souveraineté politique* : une souveraineté *entière et permanente* des Etats du Tiers-monde avec le droit à la nationalisation de toutes les matières premières et activités sur leur territoire (dénonciation des infériorités actuelles et des spoliations coloniales) ;
- ✓ *L'indépendance économique* : indépendance mais aussi l'équité et la coopération dans le domaine économique. Les échanges internationaux sont considérés comme facteur de développement (*Trade, not Aid*), mais compte tenu de leur situation, les PED ne peuvent donner aux pays développés les mêmes avantages que ceux accordés par ces derniers, d'où les *principes de non-réciprocité*.

Dans le domaine économique, le NOEI condamne la détérioration des termes de l'échange et revendique une formation plus équitable des prix des matières premières. L'insertion du Tiers-monde dans une « nouvelle DIT » exige de résoudre les fluctuations brutales et imprévisibles des cours des matières premières en courte période et de faciliter l'accès des produits du Tiers-monde aux marchés des pays industrialisés. Afin d'éviter que les fluctuations du commerce mondial ne perturbent trop les politiques de développement, la communauté internationale a tenté de mettre en place une organisation particulière de commerce des produits de base grâce à des mécanismes des variations de prix et de modalités particulières pour l'accès aux marchés internationaux :

- ☞ *La stabilité des prix des matières premières* : entente entre producteurs, comme l'OPEP (*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole*) pour le pétrole, ou accords entre pays producteurs et consommateurs sur des contingentements de production ou d'exportations, sur l'engagement de prix rémunérateurs (blé) ou sur la constitution de stocks régulateurs (café, thé, cacao, sucre...) ;

☞ *La stabilisation des recettes d'exportation* : intervenir après le marché pour stabiliser les recettes d'exportation :

- *STABEX* : verser aux pays du Tiers-monde des compensations financières en cas de chute des recettes d'exportation de produits essentiellement alimentaires (arachide, bananes, café...) ; système mis en place par l'Europe ;
- *SYSMIN* : système identique au STABEX mais concernant les minerais (cuivre, étain, bauxite...)

☞ *L'accès des produits aux marchés des pays industrialisés* : un accès recherché afin d'assurer un processus continu de développement via des mécanismes de préférences tarifaires au niveau mondial et pour l'Europe, dans le cadre des **accords de Lomé**.

- **La solution de l'aide : le transfert de ressources du Nord vers le Sud :**

A défaut de parvenir à réaliser l'effort considérable en investissement nécessaire dans les pays du Sud, une aide au développement apparaît nécessaire et justifiée pour lutter contre la pénurie de capitaux (insuffisance d'épargne nationale) et permettre l'accroissement du revenu global qui soutiendra tant l'activité productive nationale que celle des pays donateurs compte tenu d'une propension marginale à consommer élevée !

L'aide peut prendre deux formes :

- ✓ *L'aide d'urgence* : apports de biens (surtout alimentaires) lors de phénomènes destructeurs pour répondre aux besoins primaires immédiats. La collecte est souvent organisée par les *Organisations Non Gouvernementales* (ONG) privées, internationales (*Croix-Rouge*...) ;
- ✓ *L'aide publique au développement* : ressources financières sous forme de dons ou prêts à long terme et à bas taux d'intérêt afin de favoriser le développement économique et social et améliorer le niveau de vie des populations locales. Cette collecte est organisée grâce à des organismes publics nationaux ou internationaux (UE, *UNICEF*...). Une aide plus stable dans le temps.

L'aide au développement fait régulièrement l'objet de trois principales critiques :

- ☑ Déstabilisation des structures des pays bénéficiaires : l'aide alimentaire déprime les prix des céréales et décourage les producteurs locaux, finance des projets d'infrastructures à la nécessité douteuse ;
- ☑ Détournement au profit de groupes particuliers (armée...) au détriment des populations civiles nécessiteuses ;

☑ Instrument commercial, politique ou militaire qui devient parfois un moyen d'influence ou de pression pour diriger la politique économique du pays bénéficiaire (« arme alimentaire »).

- **La solution de la dette : la recherche d'une croissance « indolore » :**

Depuis 1985, la question de la dette devient un problème de solvabilité, le montant devenant insoutenable pour les pays débiteurs (plus de 2 200 milliards de dollars d'endettement auxquels il faut rajouter les charges d'intérêt...) Il s'agit alors de rechercher, avec les parties prenantes, de nouvelles modalités de gestion de la dette :

✓ *Les programmes d'ajustement structurel* : un choc salutaire qui a amené à une révision des stratégies de développement et une nouvelle réflexion sur les politiques économiques. Ces programmes de redressement étaient une condition indispensable pour bénéficier de l'aide du *Fonds Monétaire International* (FMI), sous formes de concours financiers.

Objectifs : rétablir les équilibres macro-économiques fondamentaux de court et moyen termes (équilibre de la balance des paiements, équilibre financier, finances publiques...) et établir les conditions d'une croissance de moyen et long termes compte tenu des données de l'environnement international.

Moyens : lutte contre l'inflation (contrôle de la masse monétaire, des salaires et dépenses publiques), établissement d'un système de prix qui assure une répartition rationnelle des ressources, redéfinition de taux de change et de taux d'intérêt réalistes, réduction des importations par la récession et un contrôle accru du commerce extérieur.

La mise en place d'une telle stratégie s'est heurtée à une très forte contestation des populations concernées (« émeutes de la faim » au Venezuela, Maroc, Egypte...)

✓ *L'effort des créanciers* :

☞ Rééchelonnement de la dette : redéfinir l'échéancier des crédits, par report de la date de remboursement du capital, poursuite du paiement des intérêts et octroi d'un nouveau prêt ;

☞ Transformation de la dette : transformation de créances sur un Etat en actions sur des entreprises existantes ou à créer, ce qui, pour le créancier, a l'avantage de transformer un droit sur une créance douteuse en un droit sur des actifs réels ;

☞ Réaménagement de la dette : renégocier les conditions globales de financement de la dette par le report des échéances, baisse

des taux d'intérêt, mise en place de crédits à court terme pour faire face aux obligations immédiates ;

☞ Réduction de la dette : une modalité extrême proposée aux *Pays les Moins Avancés* (PMA) très lourdement endettés dont les capacités de remboursement actuelles et futures sont très limitées.

Quelle qu'en soit l'efficacité, ces palliatifs ont jeté le doute sur la crédibilité du système financier international à assurer un développement mondial équilibré...

Conclusion

A quelques exceptions près (certains pays d'Asie du Sud-est, d'Amérique Latine), la situation ne s'est guère améliorée dans l'ensemble des PED depuis les 50 dernières années : la réussite de certains pays (« Dragons d'Asie » hier, « Tigres » aujourd'hui, Chine et Inde demain ?), c'est toujours la pauvreté et l'extrême précarité de vie qui caractérise le mieux les PED aujourd'hui.

Les travaux théoriques ont donné lieu à l'élaboration de stratégies de développement, mises en œuvre dans différents pays. Aujourd'hui, nous avons le recul nécessaire pour constater qu'elles présentent toutes de fortes limites et sont loin d'offrir les résultats promis. Plus récemment, les programmes d'ajustement structurel du FMI, censés assainir les économies et mettre ces pays sur la voie d'une croissance et d'un développement durables ont également été un cuisant échec, tant économique que social. Devant un tel constat, on peut se demander si le sous-développement n'est-il pas devenu irrémédiable ?

Sans avoir la prétention d'apporter des solutions, deux remarques peuvent néanmoins sinon faire avancer, tout au moins réorienter le débat et la réflexion : ces idées et l'élaboration de ces stratégies, souvent d'inspiration fortement libérale, ont été conçues sans aucune considération particulière pour les variables culturelle, historique, symbolique, les valeurs et l'état socioéconomique des pays concernés ; en outre, peut-être s'agit-il également ou surtout de trouver des débouchés supplémentaires pour les pays du Nord aux marchés saturés et à la production excédentaire...

ANNEXE : LES PROJECTIONS A L'HORIZON 2030:

Des écarts toujours marqués :

- La production mondiale devrait passer de 35 000 milliards de dollars en 2005 à 75 000 milliards. Les pays pauvres vont croître plus vite et leur part dans l'économie mondiale va passer de 23 à 33% ;
- Une personne vivant dans un pays du Sud a aujourd'hui un revenu équivalent à 16% de celui d'une personne vivant dans un pays développé, le ratio va passer à 23%... Certains iront plus vite : le Chinois moyen aura un revenu un peu supérieur à 40% du revenu d'une personne d'un pays riche (19% aujourd'hui) ; à l'inverse, les pays d'Afrique devraient continuer de s'appauvrir alors que les pays latino-américains verront leur rythme de rattrapage très lent, voire nul.

Le travail, facteur déterminant :

- Les inégalités internes vont s'accroître dans beaucoup de pays du Sud : 86% de la population du Sud va connaître un aggravement des inégalités, parfois de grande amplitude ! L'essentiel de cette dynamique des inégalités sera lié à la demande relative de travail qualifié (facteur « H ») et non qualifiée (facteur « L »). Le Brésil devrait connaître un accroissement de demande de travail non-qualifié, donc une diminution de ces inégalités, mais l'Inde va voir une forte demande de travail qualifié, augmentant la demande et les rémunérations de ce type d'emplois, ce qui va accroître les inégalités internes. Au niveau mondial, le rapport des salaires H/L devrait passer en moyenne de 3.5 à 4.2 ;
- Les travailleurs non-qualifiés représenteront la grande majorité de la force de travail mondiale. Cette population va passer de 3.1 milliards à presque 4.2 milliards d'individus, dont 90% vivant dans les pays du Sud et près de 40% en Chine et en Inde...

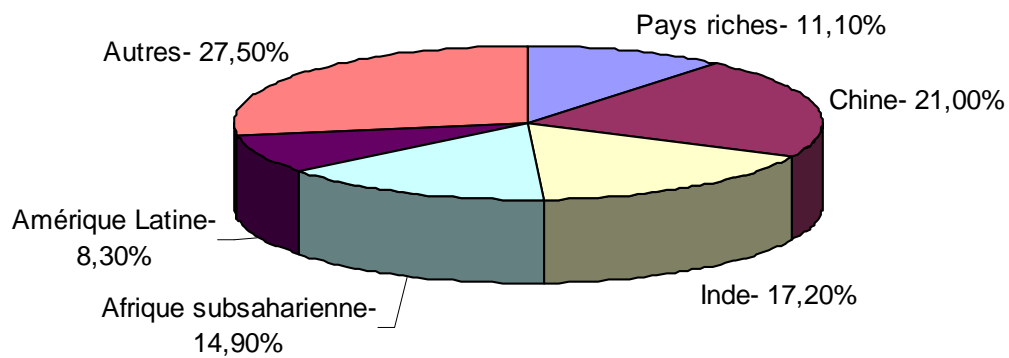
Des coûts d'ajustement pour le Nord

- Les craintes liées à la montée de la Chine et de l'Inde seraient en partie infondées : ces pays vont beaucoup importer du Nord et du Sud et n'auraient pas les institutions et le sens de l'innovation nécessaires pour rattraper rapidement le Nord dans les secteurs de haute technologie...

- Mais la Banque mondiale en convient finalement : les travailleurs qualifiés du Nord devraient quand même voir leurs *coûts d'ajustement* à cette nouvelle donne s'accroître fortement...

90% DE LA FORCE DE TRAVAIL AU SUD EN 2030 !

Répartition de la force de travail



ⁱ Source : Banque Mondiale, (2007), *Global Economic Prospects*, disponible sur www.worldbank.org